

## Des mots pour la gauche

*Liberté, égalité, solidarité*, de Christian Nadeau, Boréal, 272 p.

Jean-Pierre Couture

---

Numéro 247, hiver 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71113ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Couture, J.-P. (2014). Compte rendu de [Des mots pour la gauche / *Liberté, égalité, solidarité*, de Christian Nadeau, Boréal, 272 p.] *Spirale*, (247), 17–18.

# Des mots pour la gauche

PAR JEAN-PIERRE COUTURE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ  
de Christian Nadeau  
Boréal, 272 p.

*La solidarité est maintenant un choix.  
Elle relève dorénavant de la libre conscience et de la volonté de chacun.*

Jean-Marc Piotte

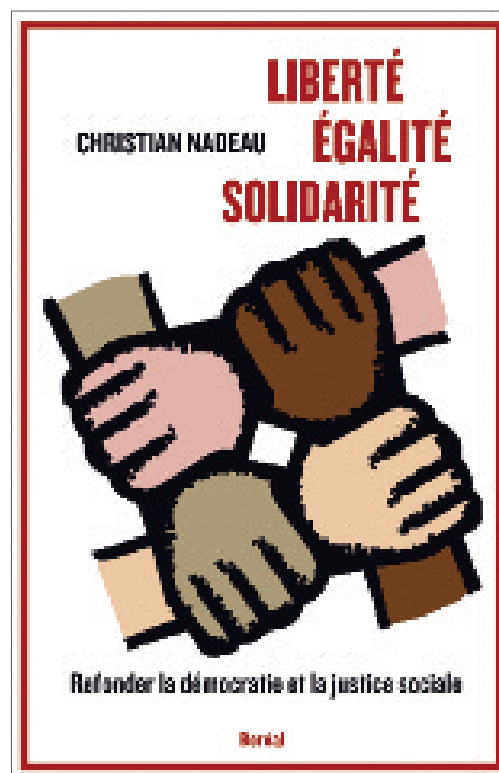
« Depuis des années, comme de nombreux autres, j'essaie de conjuguer, sans les confondre, enseignement, recherche et militantisme politique ». Porté par le Printemps 2012 qu'il a animé et soutenu, Christian Nadeau fait partie de ces trop rares universitaires qui jouissent pleinement de leur liberté de parole et qui osent s'engager dans le débat public. Philosophe politique qui s'affiche à l'enseignement d'un rationalisme et d'un républicanisme tempérés par un libéralisme soucieux de la question sociale, il se réclame notamment de Philip Pettit, John Rawls, Montesquieu et d'une certaine lecture de Machiavel.

Dans son essai pédagogique et bienveillant, l'auteur met son talent de communicateur au service de la défense du principe de solidarité : « La solidarité met en jeu un réseau de responsabilités individuelles dans lequel chacun doit remplir son rôle, ce qui suppose un pluralisme où les différences sont valorisées notamment parce qu'elles contribuent au dynamisme social ». Il consacre six chapitres à « défendre les vertus » de ce principe dont l'une des qualités consiste à surmonter l'opposition surannée entre liberté et égalité.

Avec toute la patience requise, Nadeau accompagne son lecteur afin qu'il puisse, d'une part, dépasser cette fausse antinomie qui fait le jeu de la droite libertarienne et renouer, d'autre part, avec le sens émancipateur des idées-forces de la modernité

politique. L'égalité des chances et la liberté comme désir de ne pas être opprimé sont intrinsèquement liées, écrit-il, car elles impliquent nécessairement une dimension collective et commune. Si l'on conçoit que le malheur de l'un est le malheur de tous, la solidarité exige que nous observions « un rapport d'interdépendance équitable » qui combine nos aspirations individuelles légitimes à la responsabilité solidaire.

Cette responsabilité participe, dans le cas présent, d'un sens fort de la citoyenneté, mais surtout d'un sens fort de l'État et des institutions qui devraient être guidés, voire moralisés, par le principe de solidarité. Cette quête d'une justice sociale dont le but est de servir l'épanouissement de la personne est le grand thème de la nouvelle gauche qui se réconcilie avec les traits postmatérialistes des sociétés capitalistes avancées et le développement corollaire et inédit de l'expressivité individuelle. On retrouve, par exemple, ce motif de l'unité dans la différence chez Antonio Negri qui souscrit aussi à la pensée machiavélienne du devenir, mais en l'arrimant à une lecture anarchisante de Spinoza. Un corps politique qui se constitue en multitude, dit



Negri, vise l'unité non fusionnelle des singularités et l'élimination des obstacles s'opposant à leur pleine expression (Michael Hardt et Antonio Negri, *Commonwealth*, Cambridge, Harvard University Press, 2009). Dans cette version autre de l'émancipation, l'État et le « 1 % » font partie des mots qui entravent et combattent le commun.

Circonspect et modéré, Nadeau évite plutôt d'effaroucher quiconque en défendant une conception de la justice sociale qui ne fait pas appel au lexique révolutionnaire de la gauche « *de la sombre époque dogmatique* ». Il préfère réitérer les principes fondateurs d'une social-démocratie, pourtant malmenée depuis trois décennies, sans s'embarasser d'un commerce élaboré avec Marx. Cela aura peut-être le mérite de plaire au plus grand nombre, des plus sceptiques aux simples centristes inquiétés par la dernière crise financière, mais cette esquivance ne va pas sans quelques points aveugles quant à l'analyse économique et quant au rôle de la lutte en politique.

Parmi les lignes de force de l'ouvrage, notons que Nadeau rompt avec toute vision autoritaire de l'institution. Pour lui, « *les institutions sont au service des individus, et non l'inverse* », ce qui le tient à bonne distance du credo conservateur. De même, l'auteur fortifie la relation entre droits et démocratie en coupant court à cet autre raccourci de l'idéologie conservatrice qui se dit « démocrate » tout en stipulant que les droits nuisent à la démocratie (Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002). Pour Nadeau, aucune politique autoritaire ou discriminatoire ne saurait être excusée par « *l'effet d'un vote majoritaire* ». Aujourd'hui comme hier, on ne badine pas avec les libertés fondamentales qui doivent servir de point de départ à toute politique solidaire, car c'est dans l'égalité pour la liberté qu'une société juste se développe et s'épanouit. Contre ceux qui voudraient regarder de haut ces libertés « liberticides », Nadeau développe un libéralisme exigeant qui — souhaitons qu'il soit entendu — pourrait guérir la gauche québécoise de l'une de ses maladies infantiles : l'antilibéralisme.

Sur le plan de la lutte concrète, l'auteur est plus ambigu et dit se méfier de l'usage de la force en politique. Il craint ce qu'il appelle « *l'arbitraire des rapports de force* » et il « *s'oppose à toute polarisation jugée bonne pour elle-même* ». Sans qu'il nomme les porteurs de cette vision, on comprend que Nadeau refuse l'enseignement de Weber — cet autre lecteur attentif de Machiavel — voulant que la politique doive composer avec les moyens de la violence. Son positionnement est toutefois subtil. Conscient qu'il entre lui-même en lutte contre des visions concurrentes de la justice et de l'État, il dit ne jamais vouloir rompre le dialogue avec ses opposants. La tension

générée par cette posture pacifiste-pluraliste stimule la réflexion et inspire quelques constats.

Pacifiste, Nadeau congédie toute définition du politique qui essentialise le conflit, la confrontation et la polarisation. Force est d'admettre, sur ce point, que le malheureux rapprochement d'une partie de la gauche avec la pensée du juriste nazi Carl Schmitt est effectivement une grossière erreur. Sous couvert d'une critique radicale du libéralisme, ce culte de l'état d'exception comme moment décisif de la vie politique ne peut mener qu'à l'envers de la liberté. Sans que Nadeau les vise nommément, je n'en pense pas moins qu'il faille ranger les « schmittiens de gauche » dans le grimoire des oxymores, car on ne peut utiliser cet anneau de pouvoir, dirait Tolkien, pour faire le bien...

Pluraliste, l'auteur prend mille et une précautions pour ne pas froisser les éventuels adversaires de son projet. Il esquisse, par exemple, une légère critique du « *nationalisme conservateur* » qui domine le Parti québécois en opposant à leur nation surplombante et soutenue par « *un discours nationaliste et patriotard* » l'idée d'une solidarité qui tisse concrètement « *les liens organiques de la communauté politique* ». Il ne précise toutefois pas en quoi son républicanisme serait distinct du leur.

Plutôt réservé quant aux critiques qu'il pourrait livrer à ses collègues universitaires, Nadeau est beaucoup plus dégourdi lorsqu'il s'agit de critiquer l'état déplorable de nos médias. Il parle en effet du « *Minotaure que représente la démagogie médiatique* » comme équivalant à la corruption en politique, « *le charisme voire le populisme l'emportant sur l'argumentation* ». Ces remarques, toutes lucides qu'elles soient, nous mènent droit au cœur de la conception de la lutte intellectuelle défendue par l'auteur qui oppose, pour faire court, la démagogie au travail intellectuel. En privilégiant la raison, les principes et la bonne entente pluraliste, cette bataille de mots caractérise à la fois la démarche d'ensemble de l'ouvrage ainsi que ses principales limites.

D'abord, cette estime que je partage pour la respectabilité intellectuelle peut se transformer en obstacle si elle empêche le chercheur de remonter la filière des idées du « Parti Québécois » jusqu'au seuil de leur formulation toute scolastique. Faudrait-il

en effet baisser la garde lorsque ces mêmes idées prennent corps dans une mise en forme philosophique dite raffinée parce qu'elle manipule les rudiments de l'assouplissement rhétorique ? À prendre le registre pour la substance ou la forme pour le fond, Nadeau ne se prive-t-il pas des moyens de critiquer et de repérer toutes les formes qu'emprunte l'idéologie qu'il souhaite combattre ?

Ensuite, cette priorité aux principes risque d'accoucher d'une sorte de tautologie qui prend la finalité pour le point de départ. À suivre Nadeau, il faudrait croire que notre marasme actuel serait simplement dû à « *l'abandon du principe de solidarité qui était sous-jacent à la création de nos institutions* » et qu'il s'agirait dès lors d'un « *état d'esprit initial qu'il est urgent de retrouver* ». Si Marx est devenu l'auteur essentiel que l'on connaît, c'est précisément parce qu'il n'accréditait plus du tout ce genre de thèse. Dans le capitalisme, les bons sentiments et les meilleurs principes sont le plus souvent pulvérisés par la logique d'ensemble qui n'est rien d'autre que l'accumulation par dépossession. Déprimante ou pas, cette analyse demeure robuste, et ce, même si la bataille des principes pour renverser ce système est — hélas ! — depuis longtemps remportée : de l'irréfutable morale kantienne à l'invalidité logique de la propriété privée chez Proudhon, au principe de précaution de Jonas, etc.

Enfin, puisque le livre n'est pas toujours clair là-dessus, il m'apparaît utile de préciser que le pluralisme n'est pas une attitude personnelle et ne consiste certainement pas à se poser en tierce partie au-dessus de la mêlée des débats. Il est, au mieux, un résultat collectif. La mésestante démocratique est signe de santé et de liberté et ne requiert ni mise en ordre ni arbitre sagace. Heureusement, Nadeau ne va pas dans ce sens. J'ajoute toutefois que le pluralisme ne doit pas non plus tolérer son envers. Mieux : il doit le combattre.

Sur cette route, ne faudrait-il pas que la gauche et le pluralisme cessent d'être menés « *par le désir de plaire aux plus puissants ou par la crainte de leur déplaire* » ? À cela, je réponds oui, car contre le cynisme crasse de nos élites qui nous enrôlent dans leur pétro-démocratie, j'estime qu'il faut aujourd'hui adhérer à une gauche qui frappe et à un pluralisme qui mord. ⊥